



Dossier de presse
«Le budget 2014 de l'Etat du Valais»

Conférence de presse du Groupe parlementaire AdG/LA

Mercredi 4 décembre 2013

Maison du Peuple, Rue de Conthey n°2, 1950 Sion

Intervention d'Emmanuel Amoos, député, membre de la commission des finances (COFI)

C'est l'Etat qui est en crise, pas la consommation des ménages et encore moins l'économie

« Equilibré grâce aux efforts consentis », se targue le titre du communiqué de presse du président du Gouvernement, M. Tornay, suite à la présentation du budget 2014. Si le budget est effectivement équilibré sur un plan comptable, et c'est une exigence légale du double frein aux dépenses et à l'endettement, M. Tornay a bien évité d'annoncer à la population valaisanne quelles personnes seront effectivement touchées par ces « efforts consentis » et sous quelle forme.

Les conséquences sont aujourd'hui claires, les personnes les plus en difficulté sur le plan financier et la classe moyenne vont être touchées de plein fouet par les mesures d'économies qui ont dû être décidées, **suite aux pertes de rentrées fiscales**. L'ensemble des réformes fiscales entreprises depuis l'an 2000 dans notre canton laisse apparaître un manque d'entrée fiscale annuel de près de **CHF 242 mios** pour le canton et **CHF 136 mios** pour les communes. Les coupes budgétaires aberrantes réalisées sur l'ensemble du budget 2014 n'en sont qu'une conséquence.

M. Tornay parle d'« efforts consentis ». J'y vois plutôt des sacrifices budgétaires, sacrifices générés par la politique de droite des allègements fiscaux. Et pourtant le groupe AdG/LA n'a cessé d'annoncer que cette politique nous mènerait inévitablement à des coupes budgétaires inacceptables pour les citoyennes et citoyens de notre canton. **La population valaisanne expérimente aujourd'hui concrètement la politique menée par la droite** ces dix dernières années.

Sur l'ensemble du budget 2014, il faut être conscient que les revenus régressent alors que les charges augmentent (augmentation des charges très limitée cette année par les coupes budgétaires réalisées sur la rubrique 36, subventions accordées). Au niveau des revenus, une légère augmentation peut être constatée. Dans l'appréciation de cette situation, il faut tenir compte que les revenus de Fr. 3'021.5 mios englobent des prélèvements de Fr. 37.8 mios dans le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du 21ème siècle. Sans ces prélèvements, les revenus auraient diminué de 0.83% par rapport au budget 2013. Cette situation n'est pas seine pour nos finances cantonales.

L'Etat du Valais est aujourd'hui sous pression pour préparer son budget, alors que notre canton n'est pas en période de crise économique (malgré certains secteurs d'activité, comme la construction, effectivement en difficulté). Le niveau de la consommation des ménages (composante très influente du PIB valaisan) est historiquement élevé. De plus, les perspectives 2014 pour l'économie valaisanne restent positives, avec **une croissance annoncée du PIB**, selon les différents indicateurs économiques utilisés par l'Etat (notamment le rapport sur le PIB romand publié par l'institut Créa). Dans ces conditions économiques favorables, **le groupe AdG/LA n'acceptera pas de revoir les prestations à la baisse**.

Si la population valaisanne entend conserver le niveau et la qualité des prestations, il est nécessaire que l'Etat se responsabilise et propose de **nouvelles entrées fiscales**.

La marge d'autofinancement, qui représente la marge de manœuvre financière de l'Etat, sa capacité d'investissement sans avoir recours à de l'emprunt est passée de CHF 268.7 mios aux comptes 2011 à CHF 187.9 mios au budget 2014, marge parmi les plus basses de ces dix dernières années.

En analysant la marge d'autofinancement sans les attributions spéciales, la chute est encore bien plus vertigineuse, **de 353 mios aux comptes 2011 à 150 mios pour le budget 2014**, soit plus de 50% de moins. Une marge d'autofinancement moindre implique un niveau d'investissement moindre afin de respecter le double frein (Investissement net budget 2014 : CHF 186.9 mios à comparer aux CHF 237 mios en 2010). Le niveau des investissements est en baisse alors que plusieurs départements annoncent des besoins d'investissement (Rapport sur la planification des besoins des personnes en situation de handicap 2012–2016, Rapport final de l'audit systématique sur le fonctionnement des établissements pénitentiaires valaisans,...).

Pour les années à venir, si l'économie devait traverser une période conjoncturelle réellement difficile, il s'agira de reconsidérer la loi sur le double frein aux dépenses et à l'endettement. L'abolition de cette loi permettrait à l'Etat d'investir en cas de période difficile pour mener une vraie politique anticyclique.

Intervention de Jean-Henri Dumont, député, porte-parole du groupe AdG/LA

Vu la situation de crise financière de l'Etat, des coupes budgétaires importantes ont été faites dans des domaines essentiels pour pouvoir respecter le double frein aux dépenses et à l'endettement. Le groupe AdG/LA dénonce cette situation qui conduit à des diminutions de prestations inacceptables. Nous faisons des propositions d'augmentation des ressources budgétaires afin de corriger les erreurs et de minimiser ces baisses de prestations. Sur la base de ces recettes nouvelles, nous proposons les augmentations budgétaires nécessaires au bon fonctionnement de notre canton.

Ressources supplémentaires

En matière de ressources supplémentaires, le groupe AdG/LA propose trois augmentations en fonction de leur efficacité, de leur simplicité et des personnes touchées :

- Une augmentation du dividende de la BCVs de 2 millions. Il s'agit d'une mesure transitoire en attendant une mesure de compensation en cours de réflexion pour la garantie de l'Etat accordée à la BCVs et qui devrait rapporter entre 3 et 8 millions chaque année.
- L'engagement de 5 contrôleurs fiscaux supplémentaires qui devraient rapporter au minimum 2,4 millions de francs aux caisses de l'Etat. Le personnel stop ne doit pas concerner les postes qui rapportent de l'argent et rien ne peut justifier la fraude fiscale et une philosophie ambiante inadmissible de laxisme prônée par les partis bourgeois.
- Une augmentation de 20 millions des forfaits fiscaux par le doublement de la valeur locative dans le calcul des forfaits. Cette mesure simple, facile à mettre en œuvre, toucherait uniquement des personnes fortunées et à haut revenu.

Santé publique

Pour la santé publique, le groupe AdG/LA s'oppose à des baisses de prestations irresponsables, d'un montant de 260'000.- Francs, concernant un programme de prévention « obésité pour l'enfant » et le service ambulancier de la région de Viège.

Nous nous opposons fermement à la baisse des subventions pour la réduction individuelle des primes de caisse maladie d'un montant de 7,2 millions.

Le SPO ayant lancé le référendum qui a abouti, le groupe s'oppose à une participation supplémentaire des assurés aux soins de longue durée pour un montant de 10 millions.

Formation - Jeunesse

Dans le domaine de la formation et de la jeunesse, les coupes budgétaires prévues sont inacceptables et totalement contre-productives. Comment expliquer une baisse de bourses d'études de 3,5 millions alors que le Valais se profile comme un canton universitaire, de hautes écoles et de recherche, notamment avec les projets HES-EPFL ? Cette mesure est indécente si l'on veut pouvoir garantir l'accès à la formation professionnelle et aux études et promouvoir l'égalité des chances. Le groupe AdG/LA combat fermement cette baisse comme celles concernant la promotion de la santé.

Le groupe AdG/LA refuse les réductions exagérées dans les constructions scolaires et demande une revalorisation des salaires dans le secteur de la petite enfance. Il appuie la démarche du département pour une participation des employeurs aux structures de l'enfance. L'économie est la première bénéficiaire de ces mesures en faveur de l'emploi et il est normal qu'elle participe à son financement.

Economie, équipement et environnement

Dans un canton montagneux et touristique comme le Valais, la sécurité des habitants et du patrimoine et un développement durable des infrastructures doivent absolument être garantis. C'est pourquoi le groupe AdG/LA s'oppose à une baisse des forêts protectrices et demande une baisse moins forte des crédits en faveur des sentiers pédestres et des ouvrages de protection contre les dangers naturels.

Nous demandons aussi une augmentation du budget du service des bâtiments, monuments et archéologie qui n'a pas les moyens de remplir ses missions et même de respecter et de faire respecter le cadre légal y relatif.

Energie

Les enjeux énergétiques sont primordiaux pour le Valais. La sortie du nucléaire, le développement des énergies renouvelables, les économies et l'optimisation énergétique, les retours de concession et l'outil de production de l'énergie hydraulique sont d'une importance capitale. C'est pourquoi le groupe AdG/LA demande des ressources financières supplémentaires dans ce domaine, notamment pour des forces en personnel supplémentaires.

Principales propositions des autres groupes

Convaincu de l'impérieuse exigence de solidarité pour le maintien de la cohésion sociale, le groupe AdG/LA s'oppose avec force et conviction à toutes les propositions néolibérales de démantèlement de la fonction publique et des prestations d'intérêt public. Il combat les demandes irresponsables et politiquement dangereuses de gel des salaires de la fonction publique, de suppression du secrétariat à l'égalité et à la famille, de démantèlement dans l'action sociale, de lourdes baisses dans la formation, la jeunesse et la sécurité.

Conclusion

Pour boucler le budget 2014, le Conseil d'Etat a dû décider des coupes dans les prestations que les Valaisannes et Valaisans subiront malgré eux : baisses dans la santé, dans l'action sociale, dans la formation, dans la sécurité, dans les équipements et les infrastructures. Deux facteurs essentiels en sont la cause :

- des baisses fiscales inconsidérées entre 2000 et 2012 pour des montants annuels de 242 millions pour le canton et 135 millions pour les communes,
- le double frein aux dépenses et à l'endettement qui interdit de mener une politique anticyclique et toute marge de manœuvre en cas de difficulté.

Le comble dans cette crise de l'Etat, c'est que le Valais n'est pas en crise économique. Il s'agit bien des résultats d'une politique délibérée de démantèlement de l'Etat par la majorité bourgeoise du Conseil d'Etat et du Grand Conseil. Le groupe Adg/LA avait annoncé depuis longtemps la catastrophe, maintenant nous y sommes et ce sont les Valaisannes et les Valaisans qui en payeront les conséquences.

Le groupe AdG/LA a fait des propositions pour des rentrées financières supplémentaires au budget 2014 mais celles-ci seront certainement rejetées par la majorité de droite qui préfère protéger les avantages de quelques privilégiés plutôt que de défendre l'intérêt général. Dans le courant de l'année

2014, le groupe AdG/LA fera des propositions d'augmentation des rentrées financières pour sauver un Etat au service de toutes et tous les habitants de notre canton.

Le groupe AdG/LA s'opposera à toute nouvelle proposition de baisses fiscales renforçant le démantèlement de l'Etat et réduisant la solidarité indispensable à la cohésion sociale.

Le double frein aux dépenses et à l'endettement doit être dénoncé car il est contre-productif et empêche un développement harmonieux du Valais. Si un frein aux dépenses (fonctionnement) est raisonnable, un frein à l'endettement (investissements) est une aberration en matière de conduite des finances et d'économie publiques.

Le groupe AdG/LA est très sceptique quant à l'examen de tâches et structures annoncé par le Conseil d'Etat. Un examen ne corrigera pas les erreurs du passé. La fonction publique valaisanne est déjà l'une des plus soft et efficace de Suisse. Après les réformes d'administration 2000, il n'y a déjà plus de gras à enlever sur la bête. Il ne restera plus qu'à démanteler les prestations à la population. Le groupe AdG/LA s'y opposera avec force. Cependant nous ne sommes pas opposés à cette analyse à condition qu'elle soit objective et ne soit pas orientée dans un but de baisse des prestations.

Pour toutes et tous sans privilèges !

Intervention de Laurène Donati, députée suppléante et responsable de la communication des JSVR

Maintien des bourses d'études au niveau actuel DFS

Dans son projet de budget 2014, le Conseil d'Etat valaisan prévoit une coupe de 3.5 millions dans les bourses d'études. Cela représente une baisse de près de 20% des aides à la formation pour les étudiant(e)s de notre canton. Une telle attaque contre l'égalité des chances n'est tout simplement pas acceptable. Le combat contre cette coupe dans les bourses d'études a donc été très clairement fixé comme l'une des priorités du groupe AdG/LA pour cette session de décembre sur le budget.

Cette décision est particulièrement incohérente pour le canton du Valais, qui a tout intérêt à miser sur la formation et l'innovation. Investir dans des infrastructures comme le pôle EPFL-Valais n'a de sens que si l'accès à ses infrastructures est garanti aux étudiants valaisans ! Il est dangereux d'économiser sur le dos de la formation et de la jeunesse, cela équivaut à économiser sur l'avenir économique du Valais.

Il est également important de souligner que les étudiant-e-s valaisan-ne-s, qu'ils soient en apprentissage ou aux études, sont directement visés par la décision du Conseil d'Etat. De telles économies sur le dos des jeunes sont d'autant plus déplacées que le canton est déjà loin d'être exemplaire dans ce domaine, en comparaison inter cantonale. En effet, si le taux de bénéficiaires est bon, le montant moyen par bénéficiaire est le deuxième plus bas de Suisse. Une situation extrêmement problématique lorsque l'on sait qu'une grande partie des étudiants valaisans doivent quitter le canton pour suivre leur formation. Les familles valaisannes sont donc touchées par des frais supplémentaires particulièrement élevés lorsque leurs enfants suivent des études hors-canton (logement, transports,...).

Une campagne d'information avait donc été lancée à la mi-novembre par le PSVR et les JSVR dans le but de sensibiliser les jeunes valaisans et valaisannes à cette problématique. Cette campagne a été couronnée de succès, tant sur les réseaux sociaux que lors des distributions de flyers à la population. Dans les deux cas l'accueil a été très bon, avec notamment plus de 1000 « fans » inscrits sur la page Facebook en deux jours alors que 500 étaient espérés en un mois. Cette vive réaction de la population estudiantine aura donc montré que les jeunes valaisannes et valaisans sont farouchement opposés à une telle baisse dans les bourses d'études qui remet en question le droit fondamental à l'accès à la formation pour tous qui a fait le succès de la Suisse.

Fort de cet appui massif du corps estudiantin valaisan, le groupe AdG/LA maintient sa farouche opposition à cette coupe dans les bourses d'études et compte sur le soutien de l'ensemble des groupes politiques lors de la session de décembre pour défendre les amendements combattant cette décision inacceptable.

Propositions d'amendements du groupe AdG/LA au budget 2014

Général, pouvoir législatif, pouvoir judiciaire, pouvoir exécutif, Présidence
Allgemein, Legislative, Judikative, Exekutive, Präsidium

Grand Conseil*Groupe AdG/LA par Jean-Henri Dumont***Ressources financières**31 Biens, services, marchandises (P1301)
Mandat/honoraire de la préposée à la
transparence et à la protection des données**+ 200'000.-****Grosser Rat***AdG/LA-Fraktion durch Jean-Henri Dumont***Finanzressourcen**31 Güter, Dienstleistungen und Waren (P1301)
Honorare der Datenschutzbeauftragten**+ 200'000.-****1.2. Administration cantonale des finances***Groupe AdG/LA par Jean-Henri Dumont***Ressources financières**42 Revenus des biens
Augmentation du dividende BCVs**+ 2'000'000.-****Kantonale Finanzverwaltung***AdG/LA-Fraktion durch Jean-Henri Dumont***Finanzressourcen**42 Vermögenserträge
Erhöhung der WKB-Dividende**+ 2'000'000.-**

Département des finances et des institutions (DFI)
Departement für Finanzen und Institutionen (DFI)

1.3. Service des contributions*Groupe AdG/LA par Jean-Henri Dumont***Ressources financières**30 Charges de personnel
5 postes supplémentaires de contrôleurs fiscaux**+600'000.-****Kantonale Steuerverwaltung***AdG/LA-Fraktion durch Jean-Henri Dumont***Finanzressourcen**30 Personalaufwand
5 zusätzliche Einschätzer-Stellen**+600'000.-****1.4. Service des contributions***Groupe AdG/LA par Jean-Henri Dumont***Ressources financières**40 Impôts
Recettes supplémentaires liées à
l'augmentation du nombre de contrôleurs
fiscaux**+3'000'000.-****Kantonale Steuerverwaltung***AdG/LA-Fraktion durch Jean-Henri Dumont***Finanzressourcen**40 Steuern
Zusätzliche Einnahmen im Zusammenhang mit
der Erhöhung der Anzahl Einschätzer**+3'000'000.-****1.6. Service des contributions***Groupe AdG/LA par German Eyer***Ressources financières**

40 Impôts

Kantonale Steuerverwaltung*AdG/LA-Fraktion durch German Eyer***Finanzressourcen**

40 Steuern

Forfaits fiscaux (doublement de la valeur locative dans le calcul des forfaits)

+20'000'000.-

Pauschalbesteuerung (Der Eigenmietwert zur Berechnung der Pauschalsteuer wird verdoppelt)

+20'000'000.-

Département de la santé, des affaires sociales et de la culture (DSSC) Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur (DGSK)

2.3. Service de la santé publique

Sonia Z'graggen (AdG/LA)

Ressources financières

Rubr. 36 (GP11, 364, Promotion Santé Valais)

Augmentation du budget distribué au DSSC afin de poursuivre le programme « obésité pour l'enfant » en 2014

+ CHF 60'000.-

Dienststelle für Gesundheitswesen

Sonia Z'graggen (AdG/LA)

Finanzressourcen

Rubr. 36 (PG11, 364, Gesundheitsförderung Wallis)

Erhöhung des dem DGSK gewährten Budgets, um das Programm «Adipositas bei Kindern» 2014 fortzuführen

+ CHF 60'000.-

2.5. Service de la santé publique

Groupe AdG/LA par Gilbert Truffer

Ressources financières

Rubr. 36

1 ambulance Viège, ambulance de nuit val de Viège-Grächen. Dans la région Viège-val de Viège, rien que dans les stations Zermatt, Saas-Fee, Saas-Grund et Grächen, il y a env. 40'000 lits hôteliers. Il est inconcevable que les services ambulanciers soient supprimés ou restreints dans cette région touristique des plus importantes de notre canton. Ces restrictions peuvent coûter des vies humaines.

+ CHF 200'000.-

Dienststelle für Gesundheitswesen

AdG/LA-Fraktion durch Gilbert Truffer

Finanzressourcen

Rubr. 36 (Betriebsbeiträge)

1 Ambulanz Visp, Ambulanz-Nachdienst Vispental-Grächen. In der Region Visp-Vispental befinden sich alleine in den Kurorten Zermatt, Saas-Fee, Saas-Grund und Grächen ca. 40'000 Gästebetten. Es geht nicht an, das in dieser wichtigsten Tourismusregion des Kantons Ambulanzdienste gestrichen oder geschwächt werden. Kürzungen können hier Menschenleben kosten.

+ CHF 200'000.-

2.6. Service de la santé publique

Groupe AdG/LA par Doris Schmidhalter-Näfen

Ressources financières

Rubr. 36

Subventions aux caisses-maladie

+ CHF 7'200'000.-

Dienststelle für Gesundheitswesen

AdG/LA-Fraktion durch Doris Schmidhalter-Näfen

Finanzressourcen

Rubr. 36

Krankenkassensubventionen

+ CHF 7'200'000.-

2.9. Service de la santé publique*Groupe AdG/LA par Doris Schmidhalter-Näfen***Ressources financières**

Rubr. 36

Soins de longue durée / EMS (financement communal à hauteur de 30% et participation des assurés)

+ CHF 10'000'000.-**Dienststelle für Gesundheitswesen***AdG/LA-Fraktion durch Doris Schmidhalter-Näfen***Finanzressourcen**

Rubr. 36

Langzeitpflege/APH (kommunale Finanzierung 30% und Beteiligung der Versicherten)

+ CHF 10'000'000.-**Département de la formation et de la sécurité (DFS)****Departement für Bildung und Sicherheit (DBS)****3.5. Service administratif et juridique de la formation et du sport***Groupe AdG/LA par Jean-Henri Dumont***Ressources financières**

36 Subventions accordées

Maintien des bourses d'études au niveau actuel

+ 3'500'000.-**Verwaltungs- und Rechtsdienst für Bildungsfragen und Sport***AdG/LA-Fraktion durch Jean-Henri Dumont***Finanzressourcen**

36 Eigene Beiträge

Beibehaltung der Stipendien auf ihrer jetzigen Höhe

+ 3'500'000.-**3.13. Service de l'enseignement***Groupe AdG/LA par Helena Mooser Theler***Ressources financières**

56 Subventions accordées

Forte réduction de budget au niveau des constructions scolaires et d'institutions scolaires spécialisées. Une augmentation significative sera indispensable dès 2015 pour faire face aux engagements déjà pris par l'Etat. Raison pour laquelle nous demandons le maintien d'une partie des coûts tel que le prévoit le plan financier.

+ 2'000'000.-**Dienststelle für Unterrichtswesen***AdG/LA-Fraktion par Helena Mooser Theler***Finanzressourcen**

56 eigene Beiträge

Bei den kommunalen Schulhausbauten und Bauten der Sonderschulinstitutionen wurde stark gekürzt. Ab 2015 werden deutliche Budgeterhöhungen nötig sein, um den vom Staat bereits eingegangenen Verpflichtungen nachzukommen. Deshalb beantragen wir einen Teil der Kosten wie es der Finanzplan vorsieht aufrecht zu erhalten.

+ 2'000'000.-**3.17. Service cantonal de la jeunesse***Groupe AdG/LA, pa Helena Mooser Theler***Prestations**

Sous-objectif politique (nouveau)

Révision des valeurs de référence pour les salaires minimaux et maximaux des collaborateurs dans le secteur de la petite enfance.

Dienststelle für die Jugend*AdG/LA-Fraktion durch Helena Mooser Theler***Leistungen**

Politisches Teilziel (neu)

Die Richtwerte für Minimal- und Maximallöhne für die Mitarbeiter des Kleinkindbereichs werden überarbeitet

3.18. Service cantonal de la jeunesse*Groupe AdG/LA, pa Helena Mooser Theler***Ressources financières**

GP 13 Education sociale et promotion de la santé

L'an dernier, l'école valaisanne a rejoint le réseau des écoles en santé. A présent, le budget est réduit à 43'000 francs (auparavant : 53'000 francs). Un mauvais signal dans la mauvaise direction !

+ 10'000.-**Dienststelle für die Jugend***AdG/LA-Fraktion durch Helena Mooser Theler***Finanzressourcen**

PG 13 Gesundheitsförderung und Erziehung

Letztes Jahr ist die Walliser Schule dem Netzwerk Gesundheitsfördernde Schulen beigetreten. Nun wird das Budget von 53'000.- auf 43'000.- gekürzt. Ein falsches Signal in die falsche Richtung!

+ 10'000.-

**Département de l'économie, de l'énergie et du territoire (DEET)
Departement für Volkswirtschaft, Energie und Raumentwicklung (DVER)**

4.13. Service de l'énergie et des forces hydrauliques*Groupe AdG/LA par Doris Schmidhalter-Näfen***Ressources financières**

30 Charges de personnel

Engagement de 5 collaborateurs supplémentaires

Motif : la sortie du nucléaire et l'encouragement des énergies renouvelables, le retour de l'énergie hydraulique et la Stratégie énergétique 2050 exigent davantage de personnel pour répondre aux besoins.

+600'000.00**Dienststelle für Energie und Wasserkraft***AdG/LA-Fraktion durch Doris Schmidhalter-Näfen***Finanzressourcen**

30 Personalaufwand

Anstellung von 5 zusätzlichen Mitarbeitern
Begründung: Mit dem Atomausstieg und der Förderung erneuerbarer Energie, dem Heimfall der Wasserkraft und der Energiestrategie 2050 braucht es mehr Personal, um den Anforderungen gerecht zu werden.

+600'000.00**4.14. Service de l'énergie et des forces hydrauliques***Peter Kälin, AdG/LA*

Ressources financières

36 Subventions accordées

Financement de départ du tournant énergétique

+25'000'000.00 par an**Dienststelle für Energie und Wasserkraft***Peter Kälin, AdG/LA*

Finanzressourcen

36 Eigene Beiträge

Anschubfinanzierung Energiewende

+25'000'000.00 jährlich

**Département des transports, de l'équipement et de l'environnement (DTEE) Departement für
Verkehr, Bau und Umwelt (DVBU)**

5.1. Service juridique et administratif**Verwaltungs- und Rechtsdienst***Groupe AdG/LA par Reinhold Schnyder**AdG/LA-Fraktion durch Reinhold Schnyder***Prestations****Leistungen**

OP 2

PZ 2

MP 2

PM 2

Ind. 7 (nouveau)

Ind. 7 (neu)

Nombre des constructions édifiées de manière
illicite ou sans autorisation de la Commission
cantonale des constructions

Anzahl Bauten, die nicht rechtmässig und
ohne Bewilligung der Baukommission erstellt wurden

**5.15. Service des routes, transports et cours
d'eau****Dienststelle für Strassen, Verkehr und Flussbau***Groupe AdG/Alliance de Gauche par Reinhold
Schnyder**AdG/LA-Fraktion durch Reinhold Schnyder***Prestations****Leistungen**

OP 1

PZ 1

MP 1

PM1

Ind. 1

Ind. 1

Supprimer cet indicateur.

Streichen

**5.16. Service des routes, transports et cours
d'eau****Dienststelle für Strassen, Verkehr und Flussbau***Groupe AdG/Alliance de Gauche par Reinhold
Schnyder**AdG//LA-Fraktion durch Reinhold Schnyder***Prestations****Leistungen**

OP 1

PZ 1

MP 1

PM1

Ind. 4 (nouveau)

Ind. 4 (neu)

Nombre de crédits complémentaires sollicités

Anzahl beantragter Zusatzkredite

**5.19. Service des bâtiments, monuments et
archéologie****Dienststelle für Hochbau, Denkmalpflege und
Archäologie***Groupe AdG/LA par Jean-Henri Dumont**AdG/LA-Fraktion durch Jean-Henri Dumont***Ressources financières****Finanzressourcen**

Rubr. 31

Rubr. 31

Augmentation du budget archéologie pour
rattraper un manque de moyen chronique dans
les fouilles, protections et documentations.

Erhöhung des Archäologie-Budgets, um einen
chronischen Mangel an Mitteln im Bereich der
Ausgrabungen, des Schutzes und der Dokumentation
auszugleichen.

+ CHF 500'000.-**+ CHF 500'000.-**

5.22. Service des forêts et du paysage

Groupe AdG/LA par Jean-Henri Dumont

Ressources financières

Rubr. 56

Baisse moins forte des crédits en faveur des sentiers pédestres, des forêts de protection et des ouvrages de protection contre les dangers naturels

+ CHF 3'000'000.-

Dienststelle für Wald und Landschaft

AdG/LA-Fraktion durch Jean-Henri Dumont

Finanzressourcen

Rubr. 56

Weniger starke Verringerung der Kredite zugunsten der Wanderwege, der Schutzwälder und der Schutzbauten gegen Naturgefahren

+ CHF 3'000'000.-